



## Assemblée générale

Distr. générale  
19 novembre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

Point 166 de l'ordre du jour

#### **Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo**

### **Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo**

#### **Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour la période du 10 juin 1999 au 30 juin 2000 (A/54/494). À cette occasion, le Comité s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont apporté un complément d'information. Le Comité consultatif a dû travailler sur la base d'un texte préliminaire en anglais. Le Comité signale que la version imprimée définitive du document a été modifiée en ce qui concerne un certain nombre de questions de fond par rapport au texte préliminaire.

2. Le projet de budget de la MINUK pour la période allant de sa création le 10 juin 1999 au 30 juin 2000 est le suivant : effectif de 9 812 personnes, dont 38 officiers de liaison, 4 718 membres de la police civile, 1 269 membres du personnel international, 3 566 agents locaux, 18 administrateurs recrutés sur le plan national et 203 Volontaires des Nations Unies; il se chiffre à 456 451 200 dollars (montant brut), y compris les 200 millions de dollars que l'Assemblée générale a déjà autorisé le Secrétaire général à engager dans sa résolution 53/241 du 28 juillet 1999. Le projet de budget de la MINUK comprend également des contributions volontaires en nature dont le montant est estimé à 585 500 dollars.

3. La Mission d'administration des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999 pour une période initiale de 12 mois, se poursuivant ensuite tant que le Conseil n'en aurait pas décidé autrement. Par sa résolution 53/241, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager pour le fonctionnement de la Mission des dépenses d'un montant maximum de 200 millions de dollars. Par la même résolution, elle a décidé de répartir entre les États Membres un montant de 125 millions de dollars.

4. Le Comité consultatif a été informé que, sur ce montant total de 125 millions de dollars, 43,3 millions de dollars avaient été versés au 15 octobre 1999, de sorte que le solde des contributions non acquittées représentait 81,7 millions de dollars. La situation financière actualisée de la MINUK est la suivante :

- a) Position de trésorerie (au 18 octobre 1999) : 28,6 millions de dollars;
- b) Dépenses (au 22 octobre 1999, compte tenu des dépenses engagées sur le terrain au 30 septembre 1999) : 66,9 millions de dollars;
- c) Encours du prêt imputé sur le fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix : 7,45 millions de dollars.

1. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, sur le montant total du budget proposé pour la Mission, quelque 52 % des ressources demandées doivent permettre de couvrir le coût du personnel civil et 43 % les dépenses opérationnelles. Les contributions du personnel représentent 4 % du total et les dépenses au titre du personnel militaire en représentent 1 %. Le Comité consultatif souligne que, sauf amélioration du recouvrement des contributions, la Mission sera confrontée à un très sérieux problème de trésorerie qui pourrait compromettre sa capacité à s'acquitter de son mandat.

2. Un concept d'opération préliminaire pour la MINUK, ainsi qu'un plan général de l'opération civile internationale menée par les Nations Unies au Kosovo, sur la base de l'analyse effectuée par la mission préparatoire pour la MINUK, avaient été exposés dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité du 12 juin (S/1999/672) et du 12 juillet 1999 (S/1999/779). Le Secrétaire général avait également fait rapport sur l'application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et rendu compte des événements qui s'étaient produits au Kosovo depuis son rapport du 12 juillet (S/1999/987 et Add.1).

3. Le Comité consultatif fait observer que l'effectif, l'ampleur des opérations, la structure et le mandat de la MINUK sont uniques dans l'histoire des Nations Unies. La MINUK est dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général, qui est le plus haut responsable international civil au Kosovo. Le Représentant spécial adjoint principal aide le Représentant spécial à diriger la MINUK et à gérer ses opérations. Comme indiqué dans le rapport sur le financement de la MINUK (A/54/494, par. 8), le Représentant spécial adjoint principal veillera aussi à ce que les quatre composantes de la Mission adoptent une démarche coordonnée et intégrée; ces composantes sont les suivantes : administration civile (dirigée par l'ONU), action humanitaire (HCR), création d'institutions [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)] et reconstruction (Union européenne). Chacune des quatre composantes est dirigée par un Représentant spécial adjoint.

4. Dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 12 juillet 1999, le Secrétaire général indiquait que les représentants spéciaux adjoints feraient directement rapport au Représentant spécial sur l'exécution de leur mandat et devraient veiller à coordonner efficacement toutes les activités menées par la Mission et ses partenaires dans leur domaine de compétence (S/1999/779, par. 46). Selon les indications du Secrétaire général, l'instrument principal par lequel le Représentant spécial s'attache à réaliser les objectifs de la Mission est le Comité exécutif, qui comprend le Représentant spécial, le Représentant spécial adjoint principal et les quatre représentants spéciaux adjoints.

5. Le Comité exécutif est aidé par un Groupe mixte de planification, présidé par le Représentant spécial et composé de hauts responsables de la planification de chacune des organisations chefs de file. Comme il est indiqué dans le rapport sur le financement de la MINUK, le Groupe a pour tâches essentielles de veiller à la compatibilité des plans des différentes composantes, en particulier à la bonne articulation des opérations de secours

d'urgence et des activités de reconstruction à plus long terme, et à celles de l'administration civile intérimaire et de la création d'institutions. Un haut représentant de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) collabore avec le Groupe pour les questions militaro-civiles. Des représentants d'autres organismes sont invités à participer selon les besoins (A/54/494, par. 10).

6. Le Comité consultatif est d'avis que tant le Comité exécutif que le Groupe mixte de planification pourraient représenter un mécanisme efficace d'élimination du gaspillage et des doubles emplois et de promotion de la coordination, par exemple grâce à la mise en place des services mixtes et communs chaque fois qu'il y aurait lieu et qu'il serait possible de le faire. Toutefois, on ne sait pas très bien quelle est l'efficacité actuelle de ces deux organes ni comment fonctionne le mécanisme de coordination. Le Comité demande que des précisions soient apportées sur ces questions dans le prochain rapport sur le financement de la MINUK. En outre, il souligne que, si l'on veut que la mission de coordination du Comité exécutif et du Groupe mixte de planification soit remplie de façon efficace, il faudra que leurs décisions et recommandations soient respectées par toutes les parties concernées.

7. Le Comité relève, d'après les indications données dans le rapport (A/54/494), que la MINUK s'acquittera du mandat qui lui a été confié en cinq phases intégrées (voir par. 11), tandis que la composante reconstruction, dirigée par l'Union européenne, comportera trois phases qui se chevaucheront (voir par. 16). Le rapport ne donne toutefois pas d'indication claire et suffisante au sujet du rôle des divers principaux participants aux travaux de la MINUK, de leurs relations avec l'Organisation des Nations Unies ou de l'interaction qui doit s'établir entre les quatre composantes de la Mission.

8. Il n'est pas donné d'information sur les ressources et le personnel disponibles au titre des composantes de la MINUK relevant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (deuxième composante), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (troisième composante) et de l'Union européenne (quatrième composante). Le Comité consultatif note également que le rôle des différents organismes participant à l'action humanitaire de la MINUK (deuxième composante) n'est pas clairement défini. Le Comité estime que le rôle de ces organismes devrait être défini en priorité, compte tenu des besoins sur le terrain et de la nature unique de l'opération.

9. Par ailleurs, le Comité consultatif est d'avis que le Secrétariat devrait conclure des accords avec les institutions spécialisées des Nations Unies afin de délimiter leurs attributions respectives et de définir leurs rôles en ce qui concerne l'exécution des activités de coopération technique (voir aussi par. 39 ci-après).

10. En outre, le Comité consultatif fait observer que le degré de préparation, le déroulement du déploiement dans la zone de la mission et la capacité d'action de chacune des quatre composantes ne manqueront pas d'avoir une incidence sur les progrès réalisés dans la mise en application du mandat de la MINUK. Le Comité compte que toutes les parties concernées et en particulier celles qui sont chargées des troisième et quatrième composantes, feront tout leur possible pour mettre en place une capacité d'action adéquate au Kosovo de manière à faciliter la reconstruction à bref délai de la province.

11. Le projet de budget de la MINUK prévoit que les effectifs du personnel civil de la Mission se chiffreront à 9 774 personnes au total : 4 718 membres de la police civile, 702 administrateurs, 207 agents du Service mobile, 318 agents des services généraux, 42 agents du Service de la sécurité, 3 566 agents locaux, 18 administrateurs recrutés sur le plan national et 203 Volontaires des Nations Unies. Les prévisions de dépenses à ce titre s'élèvent à 225 millions de dollars. Le Comité consultatif estime qu'à la lumière de l'expérience passée quant à la phase de démarrage des missions de grande envergure, telle

la Force de protection des Nations Unies, et de l'expérience acquise récemment à l'occasion de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, il est peu vraisemblable que le montant intégral du montant estimatif de 225 millions de dollars soit engagé et déboursé d'ici au 30 juin 2000, en particulier pour ce qui est de la police civile.

12. À l'exclusion de la police civile, l'effectif total du personnel civil se chiffre à 5 056 personnes (A/54/494, par. 23, tableau). Toutefois, ce chiffre ne comprend pas un nombre considérable de personnes recrutées ou devant être engagées au moyen des fonds alloués au titre du personnel temporaire et des consultants, pour lesquelles il est demandé un montant de 1 152 400 dollars. La répartition du personnel selon les grandes catégories fonctionnelles est indiquée dans le rapport. Le Comité consultatif a été informé que, sur les 5 056 personnes constituant l'effectif du personnel civil, 1 813 sont des assistants linguistiques, qui seront pour la plupart affectés soit au département de la police (1 573 personnes) soit à l'administration municipale (174 personnes).

13. On a communiqué au Comité consultatif, sur sa demande, les précisions ci-après concernant le taux de vacance de postes au 30 septembre 1999.

<i>Catégorie de personnel<sup>a</sup></i>	<i>Postes proposés</i>	<i>Postes pourvus</i>	<i>Taux de vacance de postes (pourcentage)</i>
Officiers de liaison	38	35	92,1
Police civile	4 718	1 668	35,3
Personnel international	1 269	468	36,9
Personnel local	3 566	1 581	44,3
Volontaires des Nations Unies	203	42	20,7
Administrateurs recrutés sur le plan national	18	—	—
<b>Total</b>	<b>9 812</b>	<b>3 794</b>	<b>38,7</b>

<sup>a</sup> La question du personnel fourni à titre gracieux est examinée plus loin au paragraphe 39 et à l'annexe II.

14. Comme il ressort du tableau ci-dessus, le taux moyen de vacance de postes au 30 septembre 1999 était de 38,7 % pour toutes les catégories de personnel; autrement dit, plus de 60% de la totalité des postes demeuraient vacants. Le Comité consultatif a été informé que, d'après les prévisions, le déploiement des administrateurs recrutés sur le plan international, des agents des services généraux et des Volontaires des Nations Unies représenterait 750 personnes au 31 décembre 1999, 850 au 31 janvier 2000, 1 000 au 29 février et 1 472 au 31 mars. Le Comité note que les prévisions de dépenses tiennent compte d'un taux de vacance de postes de 35 % pour le personnel international, de 15 % pour le personnel local et les Volontaires des Nations Unies et de 5 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national (voir A/54/494, annexe I.C, par. 1).

15. Les traitements des administrateurs recrutés sur le plan national (voir plus loin, par. 40) et du personnel local sont conformes aux barèmes actuellement en vigueur dans la zone de la mission (ibid, par. 8). Le Comité consultatif, ayant demandé des précisions à ce sujet, a été informé que les employeurs locaux interrogés et retenus aux fins des enquêtes sur les conditions d'emploi locales au Kosovo étaient l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), Save the Children, Mercy Corps International, Médecins du monde et CARE. Le Comité a aussi été informé au cours de ses délibérations que le personnel local employé pour les composantes III et IV était beaucoup mieux rémunéré que celui des Nations Unies. Par exemple, le barème de rémunération applicable au Kosovo pour le personnel local de l'Agency for International Development des États-

Unis est supérieur de 40 % à celui qui s'applique au personnel de la MINUK. Le Comité estime qu'une coopération doit s'instaurer entre les différents éléments de la communauté internationale en vue de limiter l'accroissement inflationniste des rémunérations et des autres coûts opérationnels dès que les Nations Unies s'installent quelque part. Des dispositions devraient être prises pour prévenir les incidences de cette inflation des coûts, que subissent aussi bien les collectivités locales que les entités étrangères. Des informations sur cette question devraient à l'avenir être communiquées à l'Assemblée générale dans les projets de budget. Le Comité note en outre que la plupart des employeurs retenus aux fins de comparaison sont à l'heure actuelle des organisations non gouvernementales. Il estime qu'à mesure que la situation se normalisera au Kosovo, la liste des employeurs retenus devrait aussi comprendre des employeurs locaux.

16. Le tableau d'effectifs proposé pour la MINUK et la structure des classes correspondante sont, de l'avis du Comité consultatif, considérablement surévalués. Le nombre total des postes demandés pour la MINUK dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur est de 702, dont 16 postes D-2, 34 postes D-1 et 76 postes P-5. Après avoir examiné et pris en compte les informations contenues dans le rapport et celles qui lui ont été communiquées oralement, le Comité a conclu que dans plusieurs cas, on a cherché à prévoir un poste distinct pour chaque besoin, au lieu de planifier plus efficacement l'utilisation des ressources humaines. Le rapport ne contient pas d'explications satisfaisantes ou de justification concernant la structure proposée. Le Comité a été informé que le Bureau de la gestion des ressources humaines n'avait pas participé à l'examen de la structure proposée, mais que le Département des opérations de maintien de la paix s'était servi des normes de classement des emplois établies par le Bureau. Le Comité n'a pu déterminer de quelle manière ces normes avaient été appliquées par le Département. Il estime que le Bureau devrait participer plus étroitement à ce travail, en tenant compte de la structure et de la nature de l'opération, en particulier pour les postes de la classe P-5 et des classes supérieures. Il note que le Manuel des coûts standard contient des définitions d'emploi types détaillées pour les postes clefs des opérations de maintien de la paix, mais aucune indication n'est donnée quant aux classes qui correspondent aux définitions. Le Comité prie le Département et le Bureau de réexaminer la question et de déterminer, sur la base de l'expérience acquise jusqu'à présent en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, s'il est ou non possible et utile d'établir pour ces définitions les classes types correspondantes.

17. Le Comité consultatif est d'avis que les recommandations faites ci-après concernant les prévisions de dépense de la MINUK ne doivent pas empêcher le Secrétaire général de proposer à l'avenir, compte tenu de l'expérience effectivement acquise par la Mission, de nouveaux ajustements quant à la structure des effectifs et aux prévisions de dépense de la MINUK. Les recommandations du Comité ayant trait à la réduction des ressources demandées devraient donc être prises en considération dans ce contexte et être affinées ultérieurement en fonction de l'expérience. Le Comité demande en outre que les réductions recommandées soient appliquées de telle façon que l'aptitude de la MINUK à exécuter son mandat ne s'en trouve pas diminuée, en particulier pour ce qui est des assistants fournissant des services linguistiques.

18. Le Comité consultatif, tout en reconnaissant que le Représentant spécial du Secrétaire général doit pouvoir organiser comme il l'entend les services de son propre bureau, a des doutes quant à l'utilité de prévoir pour chaque conseiller principal un assistant chargé d'organiser son calendrier et, d'une façon plus générale, de coordonner les activités des collaborateurs immédiats. Par ailleurs, de l'avis du Comité, le nombre de postes demandé pour des assistants personnels et des secrétaires paraît excessif. En conséquence, il n'est pas convaincu qu'il soit nécessaire, au stade actuel, de prévoir au budget un certain nombre

des postes demandés, à savoir un poste D-1, un poste P-4, un poste P-3 et un poste d'agent local.

19. De même, le Comité consultatif estime que le nombre de postes demandé au titre des fonctions de liaison à la MINUK est excessif. Il recommande par conséquent, au stade actuel, de supprimer un poste D-1 et un poste P-3 d'attaché de liaison.

20. S'agissant des postes demandés pour le Bureau des questions de parité entre les sexes (un poste D-2, un poste P-5, un poste P-4, un poste d'agent des services généraux (autres classes) et trois postes d'agent local), le Comité consultatif considère que la proposition de créer un poste D-2 et l'un des postes d'agent local n'est pas justifiée. Il recommande donc de prévoir pour le bureau un poste P-5, un poste P-4, un poste d'agent des services généraux (autres classes) et deux postes d'agent local. Il demande en outre que l'on s'efforce de mieux coordonner les activités qu'entreprendront dans ce domaine les quatre composantes de la MINUK. Des informations à cet effet devraient figurer dans le prochain projet de budget.

21. Le Comité consultatif ne trouve dans le rapport aucun élément justifiant de façon adéquate la création d'un poste D-2 au Bureau du Conseiller juridique. Il appelle l'attention sur le rôle central qui incombe au Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies pour toutes les questions juridiques intéressant l'Organisation, y compris ses opérations de maintien de la paix. Il rappelle à cet égard les observations qu'il avait faites au paragraphe III.14 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999<sup>1</sup> concernant la nécessité de mettre en place des procédures pour garantir que les avis juridiques fournis par les juristes du Secrétariat autres que ceux du Bureau des affaires juridiques – y compris ceux affectés à des opérations de maintien de la paix – sont compatibles avec la pratique suivie par le Conseiller juridique de l'ONU. Les fonctions prévues à cet égard, pour lesquelles un poste de la classe D-2 était demandé au Bureau du Conseiller juridique, devraient être réaménagées et attribuées, de l'avis du Comité, à l'un des deux postes D-1 du Bureau. Par ailleurs, le Comité consultatif recommande de supprimer un poste d'agent des services généraux et un poste d'agent local.

22. Les fonctions des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur du Bureau des affaires politiques sont, de l'avis du Comité consultatif, réparties entre un trop grand nombre de postes et, de ce fait, le tableau d'effectifs proposé, à savoir un D-2, un D-1, un P-5, trois P-4, deux P-3, trois postes d'agent des services généraux (autres classes) et quatre postes d'agent local, est excessif. Le Comité estime que les postes D-2 et D-1 du Bureau devraient être classés à D-1 et P-5, respectivement. Par ailleurs, l'un des postes P-4 ne lui paraît pas nécessaire pour le moment.

23. Le Comité consultatif considère que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) devraient, lorsqu'il est possible et rentable de le faire, veiller à coordonner étroitement leurs programmes.

24. Le Comité consultatif reconnaît l'importance du rôle que jouerait l'information dans la mise en oeuvre du mandat de la MINUK. Le tableau d'effectifs proposé pour le Bureau du porte-parole et les services d'information comprend 71 postes : 31 postes d'administrateur ou fonctionnaire de rang supérieur (1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 11 P-4, 13 P-3 et 4 P-2), 8 postes d'agent des services généraux et 32 postes d'agent local. Le rapport ne contient toutefois aucune indication quant à l'ampleur du programme d'activités sur lequel se fonderait cette proposition. Le Comité relève dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (voir S/1999/987, par. 35) qu'un nouveau service public de radiodiffusion, connu sous le nom de Radiotélévision Kosovo, est actuellement mis en place par la composante création d'institutions, c'est-à-dire la composante III dont s'occupe l'OSCE. Par ailleurs, dans le projet de budget pour la MINUK (A/54/494, par. 51), des informations

sont données concernant les émissions que la MINUK diffuse grâce à sa propre station de radio et via des stations de radio existantes et nouvelles desservant la province. Le Secrétariat a précisé au Comité que la station de radio de la MINUK cesserait ses activités à l'expiration du mandat établi par le Conseil de sécurité pour le Kosovo, tandis que Radiotélévision Kosovo, que met en place l'OSCE, continuerait à fonctionner après l'expiration du mandat de la Mission.

25. Le Comité consultatif demande que l'on procède à l'examen des moyens les plus efficaces qui permettraient à la MINUK d'exécuter ses programmes d'information. Il faudrait examiner un certain nombre d'options, notamment l'utilisation des moyens que met en place actuellement l'OSCE. La MINUK peut avoir la responsabilité de ses propres produits, mais leur diffusion ne nécessite pas obligatoirement la mise en place par la MINUK de sa propre station de radio. Une telle approche devrait aboutir à l'utilisation de services communs, ce qui pourrait être moins coûteux. En attendant les résultats de cet examen, le Comité recommande pour le moment de prévoir pour le Bureau le tableau d'effectifs ci-après : 1 D-1, 1 P-5, 10 P-4, 11 P-3, 4 P-2, 7 postes d'agent des services généraux (autres classes) et 30 postes d'agent local.

26. Les besoins en personnel et la structure de la composante Administration civile de la Mission sont décrits dans le rapport sur le financement de la Mission (A/54/494, par. 58 à 94, et annexe III.B). Il est prévu 478 postes pour la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 179 postes d'agent des services généraux (autres classes), 6 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 2 075 postes d'agent local. Le Comité consultatif note que la Mission aura cinq bureaux régionaux en sus des bureaux prévus dans les 29 municipalités. Ayant demandé des précisions à ce sujet, il a été informé qu'historiquement, le Kosovo était divisé en sept districts; lors du déploiement de la Force internationale de sécurité au Kosovo, celle-ci a divisé le territoire en cinq secteurs, et c'est sur cette base que sont menées les opérations de la MINUK au niveau régional.

27. Le Comité consultatif note que le nombre de postes demandé est identique pour les cinq bureaux régionaux et que chaque bureau serait dirigé par un fonctionnaire de rang D-2, assisté d'un fonctionnaire de la classe D-1. Ayant demandé des éclaircissements, il a été informé que les effectifs proposés représentaient la dotation moyenne jugée nécessaire. Autrement dit, dans certaines régions et municipalités, le nombre de postes pourrait être plus élevé que dans d'autres. Le Comité fait observer que le nombre de postes et la répartition par classe ne peuvent pas refléter les besoins réels puisqu'on ne connaît pas encore la charge de travail qui reviendra finalement à chaque bureau régional et à chaque municipalité. Il n'est pas non plus convaincu que le classement pour les postes proposés des bureaux régionaux soit justifié. En conséquence, il recommande que les postes des fonctionnaires appelés à diriger les cinq bureaux régionaux soient classés non pas à D-2 mais à D-1, et que ceux de leurs adjoints soient classés à P-5.

28. Il est précisé dans le rapport (A/54/494, par. 68) que le Département des services administratifs et des services d'appui, qui fait partie de l'Administration civile, planifie, organise et contrôle l'exécution du budget du Kosovo et fournit les services d'appui indispensables à la gestion des affaires civiles et de l'administration publique. On n'y trouve cependant aucune information sur le budget du Kosovo ni sur les fonctions du personnel dont le coût est imputé sur ce budget. Le Comité consultatif n'est donc pas en mesure de se forger une opinion sur la corrélation qui peut exister entre les fonctions du personnel émergeant au budget de la MINUK, celles du personnel émergeant au budget du Kosovo et celles du personnel financé par l'OSCE et l'Union européenne dans les régions et municipalités.

29. Le Comité consultatif note que si la MINUK est chargée d'identifier les besoins des organismes dépensiers, l'organe fiscal central est placé sous l'autorité de l'Union européenne (voir *ibid.*, par. 74). Il constate par ailleurs que le Département des affaires économiques et des ressources naturelles est appelé à travailler en collaboration étroite avec la composante IV (reconstruction) (*ibid.*, par. 80), mais que les incidences de cette collaboration sur les besoins en personnel et autres ne sont pas clairement indiquées. On ne trouve pas davantage de précision dans les autres paragraphes où cette collaboration est mentionnée (*ibid.*, par. 82 à 84). Étant donné le rôle joué par l'Union européenne et l'OSCE dans les régions et municipalités et l'absence d'informations sur les fonctions qu'elles assument et l'ampleur des projets spéciaux devant être exécutés, le Comité consultatif considère que le nombre de postes demandés pour l'administration civile n'est pas pleinement justifié. En conséquence, compte tenu de l'observation formulée au paragraphe 31 ci-dessus, il recommande qu'à ce stade l'Administration civile soit dotée des effectifs suivants : 1 Sous-Secrétaire général, 4 D-2, 19 D-1, 51 P-5, 200 P-4, 160 P-3, 160 agents des services généraux (autres classes) et 1 900 agents locaux.

30. L'effectif proposé pour les affaires humanitaires comprend 1 Sous-Secrétaire général, 1 D-2, 2 P-5, 9 P-4, 2 P-3, 3 P-2, 3 agents du Service mobile, 2 agents des services généraux (autres classes) et 20 agents locaux (*ibid.*, par. 95 à 100). Le Comité consultatif estime qu'il faut revoir et rationaliser certaines des fonctions prévues dans ce domaine, qui sont trop dispersées. Dans l'intervalle, il recommande de supprimer un poste P-4 et deux postes d'agent local.

31. Ayant demandé un complément d'information sur les rôles du Département des opérations de maintien de la paix et du HCR dans les activités de déminage de la MINUK, le Comité consultatif a reçu les renseignements qui sont reproduits à l'annexe I du présent rapport.

32. Le Comité consultatif note que les fonctions de conseiller pour les minorités seraient confiées à un fonctionnaire de la classe P-4, qui aurait à formuler, coordonner et mettre en oeuvre une stratégie globale pour répondre aux préoccupations en matière de protection et d'assistance des minorités au Kosovo, en coordination avec les autres intervenants intéressés tels que l'OSCE, la Police civile des Nations Unies et la KFOR (voir *ibid.*, par. 98). Le Comité constate qu'il n'existe pas de service chargé de la protection des minorités. Compte tenu du mandat défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999), il y a là une lacune qu'il faut combler immédiatement. Le Comité estime qu'il faut revoir d'urgence la classe attribuée au poste prévu, dont le niveau (P-4) lui semble insuffisant, et envisager d'affecter d'autres postes à cette activité. Les représentants du Secrétaire général ont reconnu le bien-fondé de ces recommandations.

33. La dotation en personnel proposée pour la Division de l'administration comprend 104 postes d'administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur (1 D-2, 2 D-1, 10 P-5, 26 P-4, 42 P-3 et 23 P-2), 204 agents du Service mobile, 7 agents des services généraux (1<sup>re</sup> classe), 94 agents des services généraux (autres classes), 42 agents de sécurité, 1 398 agents locaux, 12 administrateurs recrutés sur le plan national et 203 Volontaires des Nations Unies. Il semble au Comité que la structure de la Division reproduit dans ses grandes lignes celle du Siège ou reprend, sans le modifier sensiblement, l'organigramme type figurant dans le Manuel des ratios et coûts standard. Il en conclut que la Division pourrait faire tout ce qui est prévu avec moins de personnel et de ressources autres, par exemple en s'appuyant sur les techniques informatiques, ou en regroupant des unités administratives pour en optimiser le fonctionnement, à condition toutefois de respecter le principe de la séparation des fonctions incompatibles, conformément aux règles du contrôle interne. Il demande que l'organigramme de la Division soit revu et recommande d'approuver dans l'intervalle les effectifs ci-après : 1 D-2, 2 D-1, 9 P-5, 23 P-4, 38 P-3,



21 P-2, 180 agents du Service mobile, 6 agents des services généraux (1re classe), 85 agents des services généraux (autres classes), 42 agents de sécurité, 1 296 agents locaux, 12 administrateurs recrutés sur le plan national et 203 Volontaires des Nations Unies.

34. Le Comité consultatif estime qu'il faudrait étudier activement les possibilités d'utilisation de Volontaires des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix. On lui a indiqué qu'un Volontaire affecté à la MINUK coûtait 3 375 dollars par mois en moyenne, compte non tenu d'une prime de risque s'élevant à 400 dollars. On pourrait en cas d'urgence faire appel au corps des Volontaires si celui-ci était suffisamment diversifié pour qu'on y trouve des spécialistes pouvant être engagés à titre gracieux conformément aux règles définies par l'Assemblée générale. En conséquence, le Comité recommande d'étudier la possibilité de recourir plus largement aux Volontaires des Nations Unies pour répondre aux besoins des missions opérationnelles. Cette étude devrait être mise à la disposition de l'Assemblée générale au cours de la première partie de sa cinquante-cinquième session, au plus tard.

35. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la MINUK avait accepté les services de 17 personnes mises à sa disposition à titre gracieux. Il a reçu du Secrétariat les renseignements complémentaires figurant à l'annexe II. Comme il l'a fait dans son rapport sur l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU, il insiste pour que toutes les propositions futures du Secrétaire général concernant ce type de personnel et la mise en oeuvre subséquente des directives données par les organes délibérants soient pleinement conformes aux résolutions de l'Assemblée générale et aux directives, procédures et règlements de l'Organisation en la matière (A/54/470, par. 4).

36. Le Comité consultatif note que, sur les 18 administrateurs recrutés sur le plan national, 12 seraient affectés à la Division de l'administration, en tant que personnel linguistique, et les 6 autres à l'Administration civile. Les renseignements complémentaires qui lui ont été communiqués sur les fonctions dont les intéressés seraient chargés figurent à l'annexe III du présent rapport. Compte tenu de ces informations, le Comité n'est pas opposé à ce que 12 administrateurs recrutés sur le plan national soient affectés aux services linguistiques, mais n'est pas convaincu de la nécessité d'engager les six autres. Il recommande donc de ne pas approuver la proposition concernant ces derniers tant que l'on n'aura pas examiné, avec la participation du Bureau de la gestion des ressources humaines notamment toutes les incidences – financières et autres – qu'aurait l'affectation à la MINUK de personnel de cette catégorie. Sachant que des administrateurs recrutés sur le plan national ont été affectés à la MINUBH (voir A/53/895/Add.6, par. 25), il recommande d'étudier également les incidences d'une telle initiative pour les futures opérations de maintien de la paix.

37. Le projet de budget de la MINUK prévoit le déploiement de 4 718 membres de la police civile. Lorsqu'il a examiné les prévisions de dépenses, le Comité a été informé que cette opération avait pris du retard et que, sur les 2 450 membres de la police civile dont le déploiement était prévu en octobre 1999, 1 747 seulement avaient pris leur poste.

38. Le Comité consultatif note qu'il sera peut-être nécessaire par la suite de déployer des forces de police sous forme d'unités constituées (voir A/54/494, par. 21). Selon les informations qu'il a reçues, on n'a de plan ferme que pour une seule unité, qui sera mise en place dans le courant de 2000, et on ne saura probablement pas avant la fin du premier trimestre le nombre total d'unités qu'il faudra déployer, ni le moment exact où ce sera nécessaire. Le Comité demande instamment au Secrétaire général d'accélérer les négociations en cours pour que des unités de police constituées puissent être déployées dès que possible. La mise en place de ces unités obligerait à modifier la répartition des dépenses par objet de dépense, mais ne devrait pas avoir d'incidence sur leur montant total.

Le Comité consultatif note cependant que des crédits ont été prévus à certaines rubriques (les véhicules, par exemple) pour des unités constituées. Un déploiement moins rapide que prévu pourrait se traduire par une réduction des moyens opérationnels qui seront nécessaires au cours de l'exercice se terminant le 30 juin 2000.

39. Compte tenu de ce que l'on a pu observer lors de la phase de démarrage d'autres opérations de maintien de la paix, le Comité Consultatif estime que les prévisions de dépenses relatives à la police civile pourraient être réduites de 8 %, soit 8 millions de dollars.

40. Le Comité consultatif a été informé que le nombre de membres de la police civile maintenant autorisé tenait compte des préoccupations qui avaient été exprimées quant à la nécessité de renforcer les effectifs. Dans son rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a indiqué que les effectifs de la police civile de la MINUK seraient progressivement réduits à mesure qu'elle remplirait son mandat parallèle, consistant à mettre en place des forces de police locales compétentes (S/1999/987/Add.1, par. 2). Le Comité note qu'à cette fin, la MONUK compte former du personnel et que 200 stagiaires ont déjà été déployés. Il a demandé des précisions sur le nombre total de policiers locaux que l'on envisageait de former et sur le calendrier de leur déploiement. Il a été informé qu'on ne prévoyait pas de commencer à réduire dès 2000 les effectifs de la police civile.

41. Un montant de 1,1 million de dollars est demandé au titre du personnel temporaire et des consultants. Le Comité consultatif fait observer que les explications supplémentaires y relatives sont trop générales et ne peuvent guère être considérées comme des justifications (voir A/54/494, annexe I.C, par. 9 et 10). On peut lire, par exemple, que l'administration civile aura besoin des services de consultants et d'experts internationaux pour procéder à des évaluations et mener à bien divers projets, mais aucune indication n'est donnée quant au nombre de consultants et de projets, ni quant aux domaines visés par les projets ou à la durée des contrats. Par ailleurs, même lorsque des coûts sont indiqués, on ne trouve aucune explication sur la façon dont ils ont été calculés ni sur les raisons pour lesquelles les dépenses devraient être à la charge de l'Organisation (voir plus haut, par. 32). Ainsi, il est dit dans le rapport qu'un montant de 102 800 dollars a été prévu pour que la Mission puisse s'assurer pendant six mois les services de deux ingénieurs qui aideront son personnel à évaluer l'état des édifices publics et à établir un cahier des charges pour les travaux de réfection, mais on ne précise pas si ces ingénieurs seront recrutés sur le plan international, comment on a déterminé la durée de leurs services, etc. Un montant de 700 000 dollars est demandé pour permettre de financer le recrutement sur place de volontaires et de jeunes qui auront pour tâche d'aider l'administration intérimaire à titre temporaire. Dans ce cas, rien n'est indiqué en ce qui concerne le nombre de personnes à recruter, la durée de leurs contrats ou les tâches qui leur seraient confiées. En attendant que toutes ces demandes soient mieux justifiées, le Comité consultatif recommande que le montant prévu au titre du personnel temporaire soit réduit de 220 000 dollars.

42. Le montant demandé à la rubrique Voyages représente un total de 1,1 million de dollars (ibid., par. 11 à 16 et annexe II.A). Le Comité estime que le programme de voyages est excessif et qu'il conviendrait de le réexaminer. Il recommande donc que le montant prévu soit ramené à 1 million de dollars, soit une réduction de 146 600 dollars.

43. Les dépenses opérationnelles de la Mission, d'un montant total de 171,1 millions de dollars, regroupent les objets de dépenses suivants : locaux/hébergement (8,1 millions de dollars), transports (69,1 millions de dollars), opérations aériennes (10,4 millions de dollars), communications (41,7 millions de dollars), matériel divers (31,5 millions de dollars), fournitures et services (10 millions de dollars) et fret aérien et de surface (300 000 dollars). Environ 75 % de ces dépenses sont non renouvelables.

44. Les prévisions au titre des transports (69,1 millions de dollars) ont été établies pour un parc de 2 977 véhicules. Au 31 août 1999, pour 841 véhicules, les commandes avaient déjà été passées ou les véhicules avaient été prélevés sur des parcs excédentaires. Les 2 136 véhicules restants seront achetés moyennant un coût estimatif de 59,8 millions de dollars, fret compris. Il a été signalé au Comité consultatif que les achats groupés de véhicules avaient eu pour effet d'en réduire considérablement le coût; le fait que la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi se charge de la remise en état des véhicules, du transbordement et de la mise en service a également permis de réaliser des économies. Compte tenu des retards enregistrés dans le déploiement du personnel de la MINUK et des réductions d'effectifs recommandées plus haut, le Comité consultatif considère que le montant demandé au titre des transports pourrait être réduit de 5 millions de dollars.

45. Le Comité consultatif note qu'un montant de 10,4 millions de dollars est prévu pour continuer à utiliser deux hélicoptères et un avion cargo lourd (voir *ibid.*, annexe I.C, par. 29 et 30). Il demande que le prochain projet de budget de la MINUK justifie les montants demandés au titre de l'appui aérien en termes de besoins opérationnels et qu'il donne également des arguments pour justifier l'inclusion de divers éléments dans les contrats de location des appareils (heures de vol prévues par forfait, heures supplémentaires, etc.).

46. En ce qui concerne le montant demandé au titre du matériel divers (31,5 millions de dollars), le Comité note qu'à l'exception des groupes électrogènes, qui pourront être prélevés sur les stocks excédentaires entreposés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, tous les autres articles, y compris ceux destinés à reconstituer les équipements de départ, devront être achetés (voir *ibid.*, par. 39). Compte tenu des retards enregistrés dans le déploiement du personnel de la MINUK et des réductions d'effectifs qu'il a recommandées plus haut, le Comité pense que le montant demandé à cette rubrique devrait être réduit de 2,5 millions de dollars. Il a demandé des précisions sur le matériel prélevé sur les stocks de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi ou d'autres missions, mais ne les a pas encore reçues; cette information devrait être communiquée à la Cinquième Commission.

47. En ce qui concerne la délégation de pouvoirs en matière de passation des marchés, le Comité consultatif a été informé que, dans le cas de la MINUK, c'est le plafond de 200 000 dollars prévu pour les achats effectués dans le cadre d'opérations de maintien de la paix qui a été appliqué. Lorsque les marchés portent sur un montant inférieur à 50 000 dollars, le Comité local des marchés n'est pas consulté. À ce propos, le Comité demande que des mesures énergiques soient prises pour acheter autant d'articles que possible dans la région. Le Comité a demandé pourquoi deux services distincts s'occupaient des achats à la MINUK et a reçu des précisions à ce sujet, qui figurent plus loin dans l'annexe IV.

48. Lors de ses délibérations, le Comité consultatif a été informé que la MINUK fournissait des services à d'autres entités, moyennant remboursement. Il a eu communication à ce propos de renseignements complémentaires, que l'on trouvera à l'annexe V. Le Comité demande qu'à l'avenir ces renseignements soient inclus dans les projets de budget de la Mission.

49. Un montant de 75 600 dollars prévu pour les services d'audit comprend le coût d'un audit de la planification qui devait être effectué par le Comité des commissaires aux comptes en octobre 1999 et d'un audit de la situation intermédiaire prévu pour mars 2000 (*ibid.*, par. 40). Des ressources sont également demandées pour le Bureau de l'Auditeur résident, dont l'effectif comprendrait un P-4, un P-3, un agent des services généraux (autres classes) et un agent local. Le Comité consultatif a été informé que, s'agissant du rôle incombant à la MINUK dans l'exécution du budget du Kosovo, les activités de la Mission

seraient vérifiées par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. De plus, en réponse à sa demande, le Secrétariat lui a précisé que, dans la mesure où les procédures et règles budgétaires applicables au Kosovo sortaient du cadre budgétaire de la MINUK, il n'avait pas l'intention de demander au Comité des commissaires aux comptes de faire office de vérificateurs externes dans le cas du budget du Kosovo, mais plutôt de demander à un ou plusieurs gouvernements de fournir les ressources nécessaires à cette fin. Le Comité compte que la MINUK elle-même ne fera pas l'objet de vérifications externes menées par des entités nationales distinctes, qui risqueraient d'aboutir à des recommandations contradictoires. À ce propos, le Comité appelle l'attention sur les vues, observations et recommandations qu'il a formulées dans les paragraphes 98 à 106 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999<sup>1</sup>. Il est également d'avis que les auditeurs résidents ne sont pas assez nombreux, et demande que cette question soit réexaminée.

50. Le Comité consultatif note qu'il n'est pas prévu de ressources pour le compte d'appui, ce qui est conforme à la procédure budgétaire et financière en vigueur. Il a été informé que les ressources disponibles du fait de vacances de postes dans les effectifs financés au moyen du compte d'appui ont été utilisées pour couvrir, au Siège, des dépenses supplémentaires résultant de nouvelles opérations de maintien de la paix, à inscrire au compte d'appui.

51. Compte tenu des recommandations et observations ci-dessus, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 427 061 800 dollars aux fins de la création et du fonctionnement de la MINUK pour la période du 10 juin 1999 au 30 juin 2000, comprenant le montant de 200 millions de dollars qu'elle a autorisé par sa résolution 53/241. On trouvera à l'annexe VI.A une ventilation, par rubrique budgétaire, de la réduction recommandée, à savoir 28 803 900 dollars, à l'annexe VI.B la répartition par classe des effectifs recommandés par le Comité consultatif et à l'annexe VI.C un organigramme de la MINUK, tenant compte des modifications recommandées par le Comité concernant les effectifs.

52. Comme il a été dit plus haut, de par sa taille, la portée de ses activités et son mandat, la MINUK est une opération unique en son genre à l'Organisation des Nations Unies. Le Comité consultatif reconnaît que, faute de précédents et d'expérience pratique, il était difficile d'élaborer le premier budget de cette mission. C'est pourquoi, il a déjà indiqué à plusieurs reprises dans le présent rapport que ses recommandations visant à réduire le nombre de postes ou d'autres ressources pourraient être remises en cause dans de futurs projets de budget, au vu de l'expérience acquise. Le Comité croit comprendre que le Secrétariat commencera à préparer le budget de la MINUK pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 presque tout de suite après que l'Assemblée générale aura approuvé le budget à l'examen, de façon qu'il puisse être présenté au Comité à sa session d'hiver. Dans ces conditions, des données d'expérience feront encore défaut lors de l'élaboration du prochain budget. À ce propos, le Comité appelle l'attention sur ce qu'il a dit plus haut au paragraphe 21 et sur les dispositions de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994.

## Notes

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 7 (A/52/7/Rev.1).

## Annexe I

### Centre d'action antimines

#### Structure d'action antimines à l'Organisation des Nations Unies

Dans le cadre du programme de réformes entrepris en 1997 pour rendre l'Organisation des Nations Unies plus efficace, le Secrétaire général avait jugé nécessaire de créer au Secrétariat une structure unique qui serait chargée de coordonner, de faciliter et de suivre toutes les activités menées par l'Organisation en vue d'éliminer le véritable fléau que constituent les mines terrestres. En octobre 1997, le Service de l'action antimines de l'Organisation des Nations Unies a été créé dans le cadre du Département des opérations de maintien de la paix.

Le Secrétaire général a par ailleurs présenté le cadre de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine à l'Assemblée générale, qui l'a approuvé dans sa résolution 53/26 du 17 novembre 1998. Les rôles et responsabilités des différents organismes des Nations Unies y sont décrits dans leurs grandes lignes, le Service de l'action antimines étant présenté comme l'élément central du système des Nations Unies dans ce domaine.

L'un des rôles du Service de l'action antimines est de faire en sorte que les activités entreprises par les différents organismes des Nations Unies soient complémentaires, bien coordonnées et ne fassent pas double emploi. Le cadre d'action définit également les rôles et responsabilités des différents organismes, programmes et fonds dans le domaine de l'action antimines : Programme du PNUD pour l'action antimines et le développement socioéconomique, Programme de l'UNICEF concernant la sensibilisation au danger des mines, Programme de l'OMS concernant l'assistance aux victimes des mines, Programme du Département des affaires de désarmement pour l'appui au processus du Traité d'Ottawa, Programme du Haut Commissariat des réfugiés concernant l'action antimines et le retour des réfugiés et activités du Programme alimentaire mondial et de la FAO en matière d'action antimines et de sécurité alimentaire.

En tant qu'élément central du système des Nations Unies pour l'action antimines, le Service de l'action antimines doit aussi avoir l'initiative des programmes d'action antimines entrepris dans le cadre des missions de maintien de la paix ou des crises humanitaires. C'est ce qu'il a fait au Kosovo (République fédérale de Yougoslavie).

#### **Le Programme d'urgence d'action antimines de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo**

Le Centre de coordination de l'action antimines de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo a été créé à la fin des combats, peu après la Mission d'évaluation interinstitutions menée au Kosovo par le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général, Sergio Vieira de Mello.

Il est chargé de coordonner toutes les opérations sur le terrain, notamment les activités de déminage, de recueillir des données sur les mines et les munitions non explosées aux fins des activités de déminage et de délimitation des zones dangereuses, d'exécuter le plan de déminage d'urgence, de coordonner les activités de sensibilisation au danger des mines, de délivrer les certificats d'assurance-qualité et d'habiliter toutes les organisations non gouvernementales et les sociétés commerciales de déminage.

Les quatre composantes de la Mission d'assistance au Kosovo, à savoir l'Administration civile, l'aide humanitaire, le relèvement et la reconstruction et la création d'institutions, ont été mises en place. Le Centre de coordination de l'action antimines relève officiellement de la composante aide humanitaire de la MINUK. On a en effet jugé nécessaire, dès le début de la mission, de répondre d'urgence aux besoins humanitaires de la population et de procéder en priorité au déminage des zones d'habitation et de réinstallation, afin que les réfugiés puissent rentrer chez eux ou s'installer dans des abris avant le début de l'hiver, qui est généralement rigoureux dans les Balkans.

En fait, le Centre de coordination de l'action antimines est au service des quatre composantes de la Mission et doit intervenir au Kosovo là où le besoin s'en fait sentir. Le problème que constitue la présence de mines et de munitions non explosées au Kosovo est d'une telle ampleur qu'il influe sur toutes les activités de la Mission, notamment sur l'établissement de liaisons et de communications, l'appui technique, la logistique, la police civile, la surveillance des frontières, etc. Le Centre de coordination doit répondre à des demandes de détection et de neutralisation de mines et de munitions non explosées dans les camps du Groupe spécial de police, dans les locaux de la police municipale et de l'Administration civile, dans les postes de la police des frontières, dans les antennes de la police civile et dans les postes de communication et d'appui technique.

### **Financement des opérations du Centre de coordination de l'action antimines (budget ordinaire et contributions volontaires)**

La création de la composante action antimines de la MINUK découle de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil prie le Secrétaire général d'établir une présence internationale civile au Kosovo, dont l'une des principales fonctions sera la supervision du déminage.

Le projet de budget dont est saisi l'Assemblée générale présente l'action antimines au Kosovo dans deux catégories distinctes : a) déminage et autres activités antimines à l'appui des fonctions essentielles menées par le Secrétariat de l'ONU, dans le cadre de la Mission, en vertu du mandat défini par le Conseil de sécurité; et b) activités antimines à l'appui de l'action humanitaire menée par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires afin de permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées de regagner leurs foyers en toute sécurité et d'assurer que les opérations de secours se déroulent sans danger.

Le budget total des activités antimines de l'Organisation des Nations Unies au Kosovo s'établit à 11 millions de dollars pour une période de 12 mois, qui a commencé au début des opérations au Kosovo. Sur ce montant, la plus grosse partie, à savoir 7,2 millions de dollars, proviendra de contributions volontaires qui seront versées soit au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à l'action antimines, soit, dans le cadre de l'aide bilatérale, aux organisations non gouvernementales travaillant sur le terrain. À ce jour, le montant versé au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à l'action antimines est de 1,9 million de dollars; un montant supplémentaire de 4 millions de dollars a été annoncé par la communauté des donateurs. Ces ressources serviront à financer le déminage humanitaire.

Les activités opérationnelles du Centre de coordination de l'action antimines et les activités de déminage directement destinées à la Mission seront imputées sur le budget ordinaire de la Mission. Sont notamment inscrits au budget ordinaire les postes internationaux et locaux ainsi qu'un montant de 900 000 dollars au titre d'activités de déminage sur des sites qui présentent un risque pour le personnel de l'Organisation des Nations Unies.

Une soixantaine de sites devront être inspectés, et l'on estime que 15 d'entre eux devront être déminés, pour un coût approximatif de 60 000 dollars par site. Les contrats de déminage seront conclus à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, conformément au Règlement financier, aux règles de gestion financière et aux procédures régissant la passation de marchés à l'Organisation des Nations Unies.

Les opérations de déminage humanitaire, qui doivent permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées de regagner leurs foyers en toute sécurité sur l'ensemble du territoire du Kosovo, seront financées à l'aide de contributions volontaires. Il convient de noter que la proposition d'inscrire l'action antimines au budget ordinaire de la Mission est justifiée par la situation particulière qui prévaut au Kosovo, et que l'adoption de cette proposition ne devrait avoir aucune incidence sur la façon dont les programmes d'action antimines actuellement menés par l'Organisation des Nations Unies sont généralement financés, c'est-à-dire au moyen de contributions volontaires versées à des fonds d'affectation spéciale.

### **Personnel international et local du Centre de coordination de l'action antimines**

Les fonctions essentielles du Centre de coordination de l'action antimines de la MINUK sont assurées par du personnel recruté tant sur le plan international que sur le plan local, dans le cadre des unités administratives chargées de la collecte de données, de l'appui technique, des activités opérationnelles et de l'assurance-qualité. À l'heure actuelle, les agents recrutés localement ne possèdent pas les compétences techniques ou les connaissances nécessaires pour s'acquitter seuls des fonctions confiées au Centre. Le personnel international, qui apporte à la fois des compétences techniques et de l'expérience, travaille en étroite collaboration avec le personnel local afin de le former et de renforcer les capacités dans les différents domaines de responsabilité.

La majorité du personnel du Centre est constituée d'agents locaux qui, tout en suivant une formation, s'acquittent, grâce à leurs connaissances linguistiques, des principales fonctions du Centre, à savoir la collecte de données sur les mines terrestres et les munitions non explosées et la collecte d'autres informations sur le terrain, ainsi que la sensibilisation de la population locale, y compris du personnel local travaillant pour la mission d'administration civile, au danger que représentent les mines. De leur travail dépend l'efficacité de l'action antimines et sa poursuite à long terme.

Comme c'est le cas pour les autres programmes d'action antimines conçus sur le même modèle, le nombre d'agents recrutés sur le plan international diminuera à mesure que le personnel local sera capable d'assumer les fonctions de coordination, ce qui permettra de réduire le coût global du programme. Lorsque la mission de maintien de la paix sera achevée et que la responsabilité d'un certain nombre de fonctions sera transférée aux autorités locales, le Centre de coordination de l'action antimines pourra continuer de coordonner les opérations de déminage, d'enlèvement et de destruction de munitions non explosées et de vérification et activités connexes grâce au personnel local qui aura reçu la formation appropriée.

## Annexe II

### Personnel détaché à titre gracieux auprès de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

1. Conformément aux dispositions des résolutions 51/243 et 52/234 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 15 septembre 1997 et du 26 juin 1998, le Département des opérations de maintien de la paix a adressé, le 29 juin 1999, une note verbale à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, leur demandant de fournir dès que possible à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) les noms de candidats susceptibles d'avoir les compétences nécessaires dans les domaines de responsabilité de la MINUK, qui pourraient soit être détachés à titre gracieux, soit être recrutés par la Mission.

2. Quarante-cinq pays ont proposé des candidats : l'Allemagne, l'Autriche, le Bélarus, la Belgique, le Bénin, la Bolivie, le Canada, la Côte d'Ivoire, Cuba, l'Égypte, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Hongrie, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Kirghizistan, la Lituanie, Madagascar, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, le Soudan, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie et l'Ukraine.

3. Quatre pays se sont déclarés disposés à détacher du personnel à titre gracieux : l'Allemagne, Cuba, la Suisse et la Turquie. En tout, la MINUK a accepté le détachement de 17 candidats. On trouvera dans le tableau ci-après les domaines d'activité auxquels ils ont été affectés.

4. S'il existe des circonstances impérieuses et exceptionnelles qui justifient le maintien en poste du personnel détaché à titre gracieux au-delà de six mois, une demande d'autorisation sera présentée à l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 18 de sa résolution 52/234. Toutefois, le Secrétariat ne prévoit pas de demander à l'Assemblée générale d'autoriser une prorogation de ces affectations au-delà de six mois.

<i>Nationalité</i>	<i>Bureau</i>	<i>Fonction</i>	<i>Date d'arrivée</i>
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	20 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	19 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	20 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	19 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	19 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	20 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	19 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	19 octobre 1999
Cuba	Administration civile	Conseiller en santé publique	20 octobre 1999
Allemagne	Administration civile	Conseiller en administration publique	7 septembre 1999
Suisse	Administration civile	Conseiller en santé publique	13 septembre 1999
Suisse	Administration civile	Conseiller en administration civile	13 septembre 1999
Suisse	Administration civile	Conseiller en administration civile	20 septembre 1999
Suisse	Administration civile	Conseiller en administration civile	13 septembre 1999



<i>Nationalité</i>	<i>Bureau</i>	<i>Fonction</i>	<i>Date d'arrivée</i>
Suisse	Administration civile	Conseil en santé publique	8 octobre 1999
Suisse	Administration civile	Conseiller, questions financières et budgétaires	14 octobre 1999
Turquie	Administration civile	Conseiller, questions financières et budgétaires	1er août 1999

### **Notification à l'Assemblée générale concernant le personnel fourni à titre**

#### **gracieux**

Dans sa lettre datée du 9 juin 1999 adressée au Président de l'Assemblée générale (A/53/1000), le Secrétaire général a indiqué qu'il avait reçu une demande du Procureur du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, qui souhaitait être autorisé à demander aux États Membres de fournir du personnel à titre gracieux et à accepter ce personnel. Partant du nombre élevé de spécialistes de la police scientifique et technique requis (jusqu'à 300) et de la nécessité d'agir sans tarder, le Procureur avait conclu que la seule façon de procéder immédiatement aux enquêtes était de recourir à du personnel fourni à titre gracieux. Le Secrétaire général a également indiqué que la démarche suggérée par le Procureur satisfaisait aux critères et aux exigences énoncées par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/243 du 15 septembre 1997 et qu'il adresserait des invitations à tous les États Membres pour qu'ils proposent de fournir du personnel à titre gracieux pour les tâches spécialisées identifiées par le Procureur, pour une période de six mois.

La mesure prise par le Secrétaire général en informant l'Assemblée générale avant d'adresser des lettres à tous les États Membres n'est pas prescrite par la résolution 51/243 et ne doit pas être considérée comme un précédent. Cette lettre a été adressée pour plusieurs raisons : a) le Secrétaire général répondait à une demande du Procureur, contrairement au cas de la MINUK, dans lequel il s'était prononcé pour l'utilisation de personnel fourni à titre gracieux; b) le nombre élevé des spécialistes à fournir à titre gracieux; et c) le fait que le recours à du personnel fourni à titre gracieux de type II avait été abandonné à la fin de février.

Dans le cas de la MINUK, les procédures énoncées dans la résolution 51/243 ont été suivies : a) des lettres ont été adressées à tous les États Membres; b) les compétences requises concernaient un large éventail de compétences spécialisées dont l'Organisation ne disposait pas; c) les nominations étaient d'une durée limitée, inférieure à six mois; et d) il sera rendu compte de ces cas à l'Assemblée générale dans le rapport présenté par le Bureau de la gestion des ressources humaines en application du paragraphe 12 de la résolution 51/243.

## **Annexe III**

### **Fonctions et attributions des administrateurs recrutés sur le plan national**

#### **A. Administrateurs recrutés sur le plan national (Groupe linguistique), traducteurs et assistants linguistiques locaux**

a) Administrateurs recrutés sur le plan national. On procédera à la sélection, par voie d'entretien et d'examen, comme pour le personnel linguistique de l'Organisation des Nations Unies (traducteurs et interprètes) de 12 administrateurs recrutés sur le plan national. Ils assureront l'interprétation simultanée albanais-anglais et anglais-albanais ainsi que serbe-anglais et anglais-serbe. Il est prévu deux cabines d'interprétation, avec du personnel indépendant, qui fonctionneront comme les cabines chinoise et arabe à l'ONU (dans les deux sens). De plus, les interprètes rempliront à titre indépendant les fonctions de traducteurs-réviseurs officiels pour tous les textes de la MINUK;

b) Traducteurs : Service juridique (G-6/7). Ces traducteurs établiront des projets de traduction de tous les textes juridiques qui seront exploités par les administrateurs visés plus haut;

c) Assistants linguistiques (G-4/5). Ils assureront à l'intention de tous les bureaux, départements et sections de la MINUK ainsi que de la force de police civile, l'interprétation ou la traduction pour ce qui est des affaires courantes.

#### **B. Administrateurs recrutés sur le plan national – Administration civile**

a) Conseillers au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (2). Suivront et analyseront les tendances et l'évolution de la situation au Kosovo à l'intention du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général; l'aideront dans ses rapports avec les représentants locaux et d'autres personnes intéressant l'exécution de ses fonctions; à sa demande et sous sa direction, évalueront les besoins dans des domaines particuliers et assureront la liaison avec les structures et acteurs locaux intéressés; conseilleront et aideront le Représentant spécial adjoint pour le choix des personnes que la MINUK pourrait nommer pour exercer des fonctions d'encadrement à titre de contrepartie et sous l'autorité de celle-ci dans des domaines préétablis de l'administration publique. Ces fonctions seront dans un premier temps coiffées par deux directions et relèveront du responsable désigné de la MINUK;

b) Conseiller au Secrétariat à l'éducation (Culture) (1). Aidera le chef du Secrétariat à définir les principaux problèmes qui se posent dans le domaine de la culture relevant de l'administration civile, dont les aspects de l'enseignement à tous les niveaux; suit et analyse les tendances et l'évolution de la situation; aide le chef du Secrétariat à sélectionner les personnes qui pourraient exercer des fonctions d'encadrement à titre de contrepartie de la MINUK dans les domaines de l'enseignement et de la culture et relevant de la MINUK; propose des politiques et des activités et, sous la direction du chef du Secrétariat, assure la liaison avec les représentants locaux afin d'organiser des manifestations faisant appel à des représentants et personnalités kosovars, quelle que soit leur appartenance ethnique, afin de promouvoir les activités culturelles;

c) Conseiller au Secrétariat à la santé (1). Aidera le chef du Secrétariat à définir les principaux problèmes à aborder dans le domaine des services de santé et notamment

---

les hôpitaux et les points de santé primaire; suit et analyse les tendances et l'évolution de la situation; aide le chef de secrétariat à sélectionner les personnes représentatives du secteur de la santé pouvant assumer des fonctions d'encadrement à titre de contrepartie de la MINUK pour le secteur de la santé et relevant de celle-ci; fournit des conseils au sujet des politiques et options stratégiques et assure la liaison avec les représentants locaux;

d) Conseiller au Secrétariat à la protection sociale et au travail (1). Aidera le chef du Secrétariat à définir les principaux problèmes à aborder dans le domaine de la protection sociale et du travail; suit et analyse les tendances et l'évolution de la situation; aide le chef du Secrétariat à sélectionner les personnes qui pourront assumer des fonctions d'encadrement à titre de contrepartie de la MINUK pour le secteur en question et sous son autorité; désigne les principales organisations intéressées; fournit des avis au sujet des politiques et des options stratégiques; assure la liaison avec les représentants locaux;

e) Conseiller au Département des affaires économiques et des ressources naturelles (1). Aide et conseille le Directeur du Département en ce qui concerne les principaux problèmes à aborder au cours de la période de transition, en particulier pour ce qui est de la mise en place d'un cadre de protection de l'environnement; suit et analyse les tendances et l'évolution de la situation; aide le Directeur à sélectionner des personnes représentatives de chacun des secteurs relevant du domaine de compétence du Département qui pourraient assumer des fonctions d'encadrement à titre de contrepartie de la MINUK et sous son autorité; fournit des conseils au sujet des politiques et options stratégiques et assure la liaison avec les représentants locaux.

## Annexe IV

### Opérations d'achat

1. Il existe deux opérations d'achat distinctes à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). La première, traditionnelle, concerne tous les achats de la MINUK effectués en application des règles de l'Organisation des Nations Unies, un Comité des marchés s'occupant au niveau local de tous les achats d'un montant maximum de 200 000 dollars par marché. Pour les marchés d'un montant supérieur, le comité local examine le dossier et adresse ses recommandations au Comité des marchés du Siège, selon la pratique habituelle.
2. La seconde opération apparaît sous forme de section relevant du Département des services administratifs et des services d'appui de l'Administration civile. Elle concerne les achats liés au budget du Kosovo et obéit à un ensemble de règles inspiré des règles en la matière de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque mondiale et de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), qui sont en cours de parachèvement. Les offres sont examinées par l'entité organique de l'Administration civile qui a engagé la procédure d'achat. Elles sont ensuite examinées par la Section des achats. Selon les montants, la décision est prise par le chef de la Section des achats ou renvoyée, avec une recommandation, à une Commission des marchés (composée de cinq membres) désignée par le Représentant spécial du Secrétaire général. La Commission (qui joue en quelque sorte le rôle d'un comité des marchés à l'Organisation des Nations Unies) soumet ensuite ses recommandations au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Administration civile) ou au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Union européenne), selon le cas. Ils sont l'un et l'autre habilités à approuver les contrats d'achat au titre du budget du Kosovo.
3. Le nombre de postes de chaque entité a été fixé sur la base du volume des opérations escompté. Dans le cas de l'Administration civile, les effectifs indiqués (6 administrateurs, 3 agents des services généraux recrutés sur le plan international et 5 agents locaux) s'occuperont de tous les achats centralisés. Certains achats locaux, d'une valeur plafonnée à 20 000 deutsche mark par marché, seront traités au niveau des municipalités conformément aux règles mentionnées plus haut.

---

## **Annexe V**

### **Remboursement des services**

La part du remboursement au titre des services fournis par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à d'autres entités [organismes du système des Nations Unies, Union européenne et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)], a été examinée au cours des deux dernières réunions de coordination interinstitutions. Un comité de coordination administrative a été constitué et se réunit une fois par semaine. En conséquence, une lettre est adressée à toutes les entités pour les informer du type de services que la MINUK sera en mesure de fournir, non pas régulièrement, mais en fonction des effectifs et du calendrier. Il est prévu de fournir ces services à titre remboursable et la MINUK est occupée à mettre au point des taux de remboursement, qui seront communiqués à toutes les entités intéressées. Dans le cas des opérations ou des achats effectués pour le compte de ces entités, la MINUK appliquera le taux ordinaire de 13 % pour les frais généraux. Il est également prévu d'appliquer le partage des frais d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau en cas d'occupation en commun de bureaux. En résumé, la Mission cherche à faire en sorte que le budget de la MINUK ne subventionne ni des entités étrangères ni les entités de la MINUK jugées autonomes (OSCE, Union européenne et Affaires humanitaires pour l'élément non compris dans le budget de la MINUK).

## Annexe VI

### Recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

#### A. Réductions proposées au budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant de la réduction</i>
Police civile . . . . .	(8 000,0)
Traitement des fonctionnaires internationaux . . . . .	(4 007,3)
Traitement des agents nationaux . . . . .	(103,6)
Traitement des agents locaux . . . . .	(1 758,2)
Assistance temporaire (autre que pour les réunions) . . . . .	(220,0)
Dépenses communes de personnel . . . . .	(3 213,3)
Indemnité journalière de subsistance (missions) . . . . .	(1 946,9) <sup>a</sup>
Autres frais de voyage . . . . .	(146,6)
Transport . . . . .	(5 000,0)
Matériels divers . . . . .	(2 500,0)
Fournitures de bureau . . . . .	(93,6) <sup>a</sup>
Fournitures sanitaires . . . . .	(20,2) <sup>a</sup>
Intendance . . . . .	(68,5) <sup>a</sup>
Contributions du personnel . . . . .	(1 725,7)
<b>Total</b> . . . . .	<b>(28 803,9)</b>

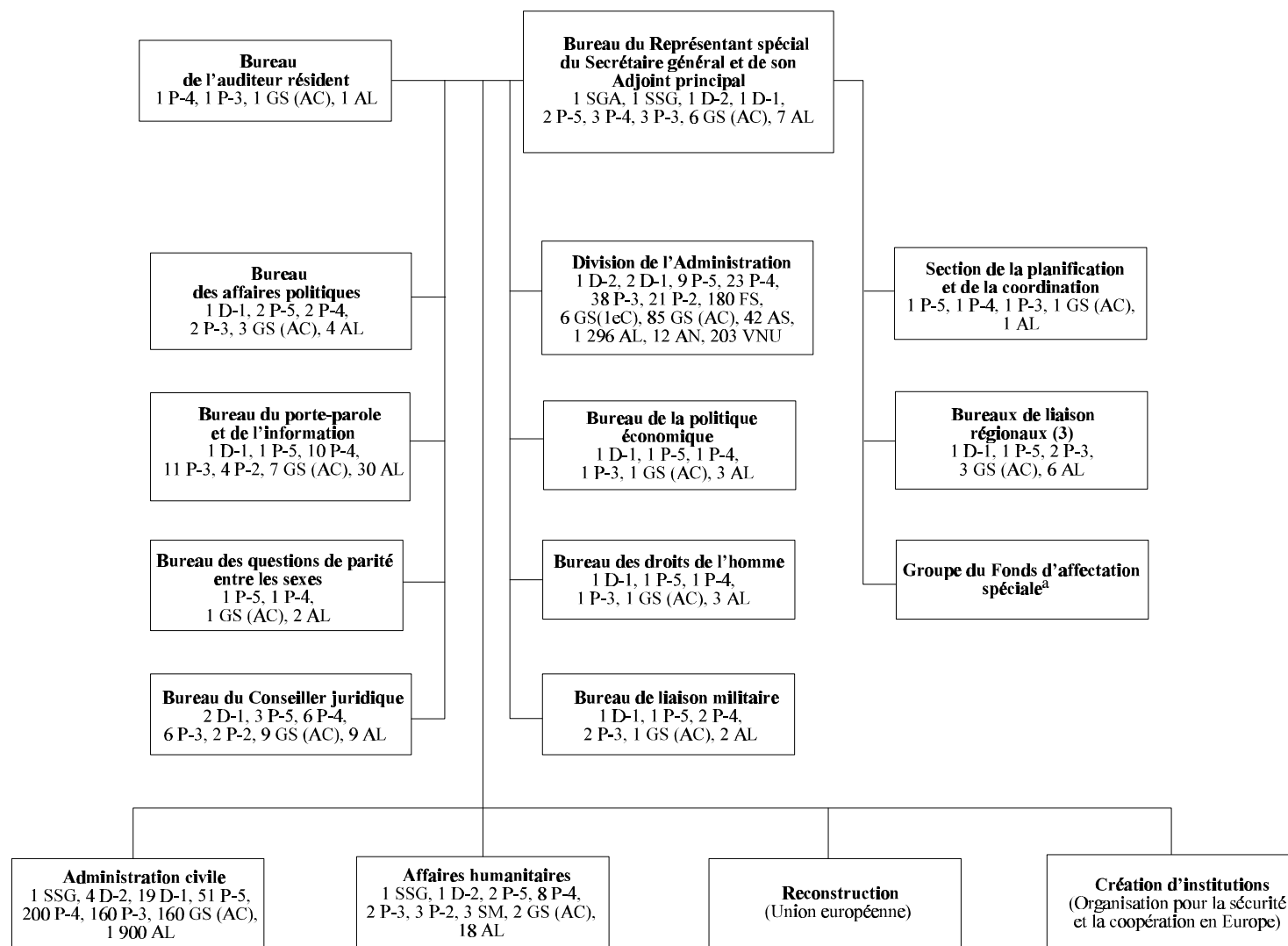
<sup>a</sup> Réductions annexes découlant des changements recommandés au tableau d'effectifs.

---

**B. Recommandations relatives au tableau d'effectifs  
de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies  
au Kosovo**

Réductions de poste :	3 D-2
	4 D-1
	6 P-5
	24 P-4
	27 P-3
	2 P-2
	1 agent des services généraux (1re classe)
	30 agents des services généraux (autres classes)
	24 agents du Service mobile
	284 agents locaux
	6 agents nationaux
	----
Total	411
Reclassements :	6 D-2 à D-1; 6 D-1 à P-5.

## C. Organigramme de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (révisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires)



Note : SGA : Secrétaire général adjoint; SSG : Sous-Secrétaire général; GS : agent des services généraux; 1eC : 1re classe; AC : autres classes; AL : agent local; AN : administrateur recruté sur le plan national; AS : agent de sécurité; SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies.

<sup>a</sup> Quatre postes (1 P-5, 1 P-4, 1 GS, 1 AL) seront imputés sur le Fonds d'affectation spéciale, au titre des dépenses d'appui au programme.